

## ***22 juin 1940 : Signature de l'armistice.***

Le 16 juin 1940, deux jours après l'entrée des Allemands dans Paris, le président de la République Albert Lebrun nomme le maréchal Pétain, 84 ans, président du Conseil. Il forme un nouveau gouvernement à Bordeaux et annonce aux Français le lendemain qu'il a demandé aux Allemands les conditions d'un armistice.

***Le 18 juin, le général De Gaulle lance son premier appel à la "résistance", radiodiffusé depuis Londres sur les ondes de la BBC. Des affiches reprenant cet appel sont diffusées dans Londres les 3 et 4 août.***

L'armistice franco-allemand est signé à Rethondes le 22 juin, dans le wagon-même où celui de 1918 avait humilié l'Allemagne vaincue. Pétain annonce "qu'un ordre nouveau commence". Le gouvernement et l'Assemblée nationale s'installent à Vichy en juillet. Le 10, l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain est votée, l'Etat Français est instauré en lieu et place de la République. Le 12, Pierre Laval est nommé vice-président du Conseil. Durant toute l'Occupation, le Parlement n'est pas dissout mais ne siège plus, confirmant le caractère autoritaire du régime de Vichy.

### **L'esprit de la Révolution Nationale**

En zone occupée, l'occupant édicte un ensemble d'interdictions, dont celle de célébrer le 14 juillet 1940, afin d'anéantir toute référence à la Révolution. Vieillard rassurant pour une majorité de Français, Pétain entreprend une " Révolution nationale ". Il entend redresser la France qu'il considère gangrenée par la paresse qu'incarnent les congés payés (instaurés en 1936 par le Front Populaire).

***Le maréchal Pétain en visite officielle à Bourg-en-Bresse en septembre 1942.***  
*(Archives départementales de l'Ain).*



La devise républicaine héritée de la Révolution française "Liberté, Égalité, Fraternité" est remplacée par celle de la Révolution nationale, "Travail, Famille, Patrie". Les bustes de Marianne dans les mairies sont enlevés au profit par des bustes du vieux maréchal.

Les syndicats sont dissous, la grève est interdite et les communistes sont pourchassés. En 1942, le procès de Riom juge les hommes considérés responsables de la défaite : Blum, Daladier, le général Gamelin. Aucun verdict n'est rendu, mais les accusés sont livrés aux Allemands.

### ***Une collaboration multiple avec l'occupant nazi.***

En octobre 1940 à Montoire (Loir-et-Cher), Pétain rencontre Hitler et appelle les Français à la "collaboration". L'aide aux Allemands est d'abord économique (livraison de denrées alimentaires, production industrielle...), mais aussi militaire avec la création de la Légion des Volontaires Français partis combattre sur le front de l'Est, puis de la milice créée en 1943 pour aider à pourchasser les résistants.

Le gouvernement de Vichy, en instituant le premier statut des Juifs en octobre 1940, mène très vite une politique d'exclusion à leur égard (révocation de la fonction publique, persécutions...). Le 2 juin 1941, un second statut des Juifs impose le port de l'étoile jaune. Le 16 juillet 1942, les forces de gendarmerie participent activement à la rafle du Vel d'Hiv. En août, les vagues d'arrestations se multiplient partout en France, toutes les préfectures ayant reçu l'ordre de livrer les juifs étrangers identifiés.